

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2021-06-117

24 juin 2021

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches afin de favoriser leur convergence

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14, D. 6332-78 à D. 6332-84,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n°2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 24 juin 2021,

Exposé des motifs

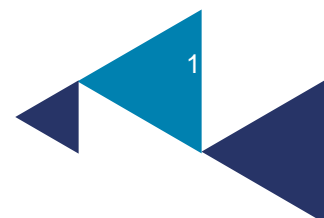
La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel pose deux principes :

- Les branches professionnelles ont la responsabilité du financement des contrats d'apprentissage, via les opérateurs de compétences (OPCO). Les OPCO prennent financièrement en charge les contrats d'apprentissage selon un niveau déterminé par les branches professionnelles et en application de principes fixés par décret.
- France compétences émet des recommandations auprès des branches professionnelles afin de faire converger les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage.

Le décret du 28 décembre 2018 précise que les branches professionnelles, par l'intermédiaire de leur commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) ou de leur commission paritaire de la branche professionnelle (CPBP), doivent déterminer un niveau de prise en charge pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle pour lequel le niveau de prise en charge n'a jamais été fixé auparavant.

L'OPCO de la branche de la promotion immobilière a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

La méthodologie utilisée pour l'émission des recommandations se fonde sur les données remontées par les branches et consolidées par les OPCO. Elle consiste à comparer les valeurs remontées par la branche pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle aux valeurs globales remontées par l'ensemble des



branches sur le diplôme ou titre à finalité professionnelle considéré afin de définir une valeur de référence permettant la convergence des niveaux de prise en charge, avec une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de la promotion immobilière, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code ainsi que les nouveaux contrats sur ces mêmes diplômes ou titres qui seront signés.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP de la branche de la promotion immobilière dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Fait à Paris
Le 24 juin 2021

Jérôme TIXIER
Président du Conseil d'administration



Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche de la promotion immobilière

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP de la branche de la promotion immobilière pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1512

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP35482	BUT - GÉNIE CIVIL - CONSTRUCTION DURABLE : TRAVAUX BÂTIMENT	9520	8000	7400	9500	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP35484	BUT - GÉNIE CIVIL – CONSTRUCTION DURABLE : RÉHABILITATION ET AMÉLIORATION DES PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES DES BÂTIMENTS	9520	8160	7720	9146	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP35485	BUT - GÉNIE CIVIL – CONSTRUCTION DURABLE : BUREAU D'ETUDES CONCEPTION	9520	8000	7100	9400	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP35516	BUT - CARRIÈRES SOCIALES : VILLES ET TERRITOIRES DURABLES	9520	7700	6750	9390	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP34443	DEUST - BÂTIMENT ET CONSTRUCTION	10640	7100	5900	8600	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP31450	MASTER - DOMAINE SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES MENTION « VILLE ET ENVIRONNEMENTS URBAINS »	10500	9000	6900	10350	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP34035	MASTER - CONTRÔLE DE GESTION ET AUDIT ORGANISATIONNEL (FICHE NATIONALE)	10500	8212	6600	9100	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP34038	MASTER - MANAGEMENT ET COMMERCE INTERNATIONAL (FICHE NATIONALE)	10500	8454	7806	9100	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP34074	MASTER - GÉOGRAPHIE, AMÉNAGEMENT, ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT (FICHE NATIONALE)	10500	7500	7175	9850	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP34080	MASTER - DROIT DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME (FICHE NATIONALE)	10500	8250	7489	9075	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP34085	MASTER - DROIT DU PATRIMOINE (FICHE NATIONALE)	10500	9200	8400	9600	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP34104	MASTER - DIRECTION DE PROJETS OU ÉTABLISSEMENTS CULTURELS (FICHE NATIONALE)	9000	7150	6348	7625	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP34105	MASTER - DROIT DE L'IMMOBILIER (FICHE NATIONALE)	10500	8600	7485	8958	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP34114	MASTER - GÉNIE CIVIL (FICHE NATIONALE)	10500	8808	7400	9625	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP34292	MASTER - ECONOMIE DE L'ENTREPRISE ET DES MARCHÉS (FICHE NATIONALE)	10500	8221	6325	8675	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP34842	MASTER - ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (FICHE NATIONALE)	9000	8000	7400	8800	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP13349	COORDINATEUR ET GESTIONNAIRE DES CHANTIERS DU BÂTIMENT	10640	8930	7767	10100	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP27509	MANAGER DES ENTREPRISES DE LA COMMUNICATION	10500	8500	8145	9100	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de	RNCP27510	CHEF DE PROJET EN COMMUNICATION ET	9520	7500	7100	8350	NON

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
la promotion immobilière		PUBLICITÉ					CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP34357	DESIGNER ARCHITECTE D'INTÉRIEUR	10500	8096	7485	8800	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP34465	CHARGÉ DE GESTION COMMERCIALE	9520	7350	6864	7897	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP34492	MANAGER DE LA COMMUNICATION ET DU MARKETING	10500	9027	8528	9850	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP34599	DESSINATEUR EN BÂTIMENT ET ARCHITECTURE	10640	8495	6725	9333	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP34618	CHEF DE PROJET DU BÂTIMENT EN ÉCONOMIE DE LA CONSTRUCTION	9520	7600	7000	9100	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP34710	GESTIONNAIRE DES RESSOURCES HUMAINES	9520	7818	7110	8400	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP34907	TECHNICIEN VALORISTE DES RESSOURCES DU BÂTIMENT	10780	7667	6350	9064	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP34923	EXPERT EN MANAGEMENT IMMOBILIER ET DU PATRIMOINE (INSEEC)	10500	9000	8600	10100	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP34595	CONDUCTEUR DE TRAVAUX - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - TOUS CORPS D'ETAT	10640	7638	6725	9650	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP35472	TITRE INGÉNIEUR - INGÉNIEUR DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE UNIVERSITAIRE DE SAVOIE DE L'UNIVERSITÉ DE CHAMBÉRY, SPÉCIALITÉ BÂTIMENT	10500	9000	8513	9938	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP23246	INGENIEUR DIPLOME DE L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES TECHNOLOGIES ET	10500	10000	8806	10400	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
		INDUSTRIES DU BOIS DE L'UNIVERSITE DE LORRAINE					
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP34658	BIM MODELEUR DU BÂTIMENT	10640	8620	7000	9650	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés